

l'accroissement des dépenses du gouvernement? Il y a sûrement là contradiction dans les termes. Deuxièmement, il a critiqué le fait qu'on n'ait pas créé un conseil consultatif conformément à la mesure présentée en 1967. Nous avons sûrement besoin de conseils. Comme le ministre l'a dit, les consultations tirent à leur fin. Outre ces deux points, toutefois, les députés d'en face n'ont rien dit qui ait ajouté aux connaissances, à l'expérience et aux politiques actuellement appliquées dans notre pays.

Il est intéressant de noter qu'une fois les discours prononcés et les critiques lancées, les orateurs disparaissent de la Chambre. Cela ne semble pas indiquer qu'ils portent beaucoup d'intérêt à l'attitude du gouvernement, responsable de l'état actuel des affaires. Le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a pris une position diamétralement opposée. Je me demande s'il est bien réaliste et s'il s'inquiète réellement de la pénurie d'emplois, car il a suggéré au gouvernement un changement d'orientation après que le ministre eût déjà signalé que ce changement avait été opéré. S'il veut que le gouvernement intervienne davantage dans les activités de l'entreprise privée, il n'est pas très réaliste, car apparemment les Canadiens n'ont pas indiqué qu'ils partagent son opinion; sa solution n'est donc pas réaliste, du moins pour la présente législature.

L'autre solution proposée par le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) est la création d'un programme de services pour les jeunes Canadiens. On donnera peut-être suite à cette idée, mais on peut se demander combien d'étudiants pourraient et sauraient tirer profit d'un programme de ce genre. De nouveau, le député du Nouveau parti démocratique termine sa déclaration sur les politiques de la main-d'œuvre sans préciser s'il importe d'établir un programme qui intéresse non seulement les étudiants, mais également les autres secteurs de la population canadienne, qui ont un très grand besoin d'assistance immédiate, vu les progrès de l'automation dans notre société.

Le député de Cape Breton-The Sydneys (M. Muir) a fait certaines affirmations générales, puis a disparu. Il a lancé plusieurs clichés bien connus sur la question. Il a parlé du manque de coordination entre les ministères, situation qui remonte à la naissance des gouvernements. Il a donné sur le chômage des chiffres que nous connaissons tous. Il a parlé

des disparités régionales, également assez bien connues, et du logement, question qui a été épuisée au cours de débats qui durent depuis une dizaine de jours. Mais où sont les solutions, les propositions, après les inquiétudes et les critiques que, pendant une demi-heure, les membres de l'opposition ont formulées à l'égard des politiques du gouvernement? Ils semblent n'avoir aucune solution à proposer, ne pouvoir que décrire les problèmes sans savoir améliorer les politiques existantes. Ils se trouvent, à mes yeux, dans un désert d'idées.

● (5.40 p.m.)

Si nous envisageons le présent et notre actif, nous nous estimerons chanceux d'avoir un ministère de la Main-d'œuvre. Peu de pays de l'Occident en ont un. Nous avons de la chance d'avoir une politique et des régimes et des programmes précis comme le programme de mobilité, qui tend à rapprocher les Canadiens des emplois, ou encore la Formation professionnelle des adultes grâce auxquels on s'efforce de se tenir à jour avec la conjoncture industrielle et de permettre aux gens d'acquérir les compétences techniques nécessaires.

Voilà notre acquis. Selon moi, il traduit la perspicacité de ceux qui auparavant ont présenté les mesures législatives qui figurent dans nos recueils de lois. Ce n'était pas le résultat des efforts des vis-à-vis. Même si nous sommes réconfortés de savoir que les Canadiens dans ce domaine bénéficient de programmes utiles, envisageons l'avenir et ses perspectives. Du moins ceux d'entre nous qui siègent de ce côté-ci de la Chambre envisagent l'avenir pour voir si nos programmes actuels peuvent être perfectionnés encore et si un jour nous n'aurons plus à rapprocher les Canadiens de leurs emplois mais le contraire, qu'ils habitent le littoral ou les montagnes de notre pays. Voilà l'objectif ultime qu'il convient de viser pour permettre une répartition uniforme de la population canadienne d'un littoral à l'autre. Même si ce n'est pas possible à l'heure actuelle, nous espérons pouvoir réaliser cet objectif dans quelques années.

Nous attendons plusieurs initiatives qui amélioreront nos besoins industriels en évolution constante comme, par exemple, la création de ressources de main-d'œuvre qui un jour, avant même le nouveau siècle, s'appelleront peut-être des ressources humaines, car c'est à cela que se résume l'affaire. Le mot